

Rapport
du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2023

U.D.A.F.
des Alpes-Maritimes

UNION DEPARTEMENTALE
DES ASSOCIATIONS FAMILIALES
DES ALPES-MARITIMES
(U.D.A.F. - AM)
Immeuble Nice Europe C
15, rue Alberti
06000 NICE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
DE L'UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS
FAMILIALES DES ALPES-MARITIMES (U.D.A.F.-AM)**

Siège social : Immeuble Nice Europe C – 15 rue Alberti – 06000 NICE

***Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023***

A l'assemblée générale de l'Association U.D.A.F.-AM,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association U.D.A.F.-AM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L821-53 et R821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Le Cannet, le 10 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes :
CABINET TRINTIGNAC & ASSOCIES

M. Jean-François GUTTADORO,
Président,



M. Bruno ALLEAUME,
Commissaire aux Comptes Associé.



BILAN 2023

ASSOCIATION UDAF 06

**Union Départementale des Associations Familiales
des Alpes Maritimes**

NICE EUROPE - Bâtiment C

15, Rue Alberti

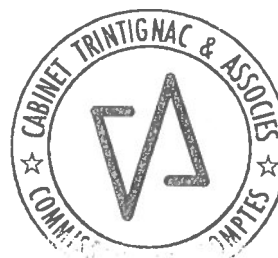
06047 NICE CEDEX 1



ASSOCIATION UDAF 06

SOMMAIRE BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

- 1 - SOMMAIRE**
- 2 - BILAN ACTIF AGREGÉ**
- 3 - BILAN PASSIF AGREGÉ**
- 4 à 5 - COMPTE DE RESULTAT AGREGÉ**
- 6 à 10 - REGLES ET METHODES COMPTABLES**
- 11 - ETAT DES IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS**
- 12 à 13 - TABLEAU DES VARIATIONS DES FONDS ASSOCIATIFS ET DES PROVISIONS**
- 14 - ETAT DES CREANCES ET DES DETTES - DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR**
- 15 - DETAIL DES CHARGES A PAYER - DETAIL DES TRANSFERTS DE CHARGES**



BILAN CONSOLIDE 2023 – UDAF 06

ACTIF	31/12/2023			31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	46 255	36 831	9 424	15 163
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	1 410 532	1 002 888	407 644	345 294
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres	696 525	491 148	205 377	194 604
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	452 580		452 580	440 500
Prêts				
Autres	19 333		19 333	18 237
Total 1	2 625 225	1 530 867	1 094 358	1 013 797
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	248 072	108 820	139 252	120 362
Autres	53 969		53 969	65 635
Disponibilités	4 740 603		4 740 603	4 767 900
Charges constatées d'avance	23 875		23 875	25 222
Total 2	5 066 519	108 820	4 957 699	4 979 119
Total général (1+2)	7 691 744	1 639 687	6 052 057	5 992 916



BILAN CONSOLIDE 2023 – UDAF 06

PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	4 207 458	3 879 986
Dont réserves sous gestion contrôlée	1 601 922	1 309 239
Report à nouveau	375 957	537 346
Dont RAN sous gestion contrôlée	436 249	566 640
Résultat de l'exercice (Excédent ou déficit)	249 557	166 083
Dont Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) sous gestion contrôlée	161 843	155 575
Situation nette (sous-total)	4 832 972	4 583 416
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	15 353	15 353
Réserves des plus-values nettes d'actif	20 292	20 292
Total 1	4 868 617	4 619 060
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	32 623	117 861
Total 2	32 623	117 861
PROVISIONS		
Provisions pour risques	202 855	199 550
Provisions pour charges	113 214	139 651
Total 3	316 069	339 201
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	36 734	35 843
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	146 257	121 925
Dettes fiscales et sociales	350 163	541 550
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 369	0
Autres dettes	140 838	152 837
Produits constatés d'avance	138 388	64 639
Total 4	834 749	916 794
Ecart de conversion passif (5)		
Total général (1+2+3+4+5)	6 052 057	5 992 916

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE 2023 – UDAF 06

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 959	2 063
Ventes de biens et services	1 360 205	1 102 532
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 205 422	2 215 734
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	138 892	227 487
Utilisations des fonds dédiés	85 238	1 656
Autres produits	261 838	241 285
Total I	4 053 554	3 790 756
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achat de matières premières et autres approvisionnements	2 422	1 586
Autres achats et charges externes	883 322	677 894
Aide financières	25 690	24 276
Impôts, taxes et versements assimilés	269 924	288 392
Salaires et traitements	1 793 986	1 937 849
Charges sociales	704 336	663 003
Dotations aux amortissements sur immobilisations	104 910	80 079
Dotations aux provisions sur actif circulant	16 665	12 441
Dotations aux provisions sur risques et charges	12 717	24 255
Report en fonds dédiés	0	107 033
Autres charges	315	332
Total II	3 814 286	3 817 141
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	239 267	-26 385
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	12 086	6 076
Autres intérêts et produits assimilés	16 172	1 123
Total III	28 258	7 199
CHARGES FINANCIÈRES		
Intérêts et charges assimilées	0	23
Total IV	0	23
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	28 258	7 176
3. RESULTAT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	267 525	-19 209



COMPTE DE RESULTAT	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opération de gestion	681	51 632
Sur opération de capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	12 000	194 417
Total V	12 681	246 049
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opération de gestion	19 650	15 651
Sur opération de capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	7 805	44 194
Total VI	27 455	59 845
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-14 774	186 204
Impôts sur les bénéfices (VII)	3194	911
Total des produits (I + III + V)	4 094 493	4 044 004
Total des charges (II + IV + VI + VII)	3 844 935	3 877 921
EXCEDENT OU DEFICIT	249 557	166 083



**REGLES ET METHODES COMPTABLES
COMPTES AGREGES**

Préambule : L'ensemble des documents ci-joints constituent l'Annexe des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023, comptes caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan : 6.052.057 €
- Total du compte de résultat produits : 4.094.493 €
- Total du compte de résultat charges : 3.844.935 €
- Résultat de l'exercice : excédent : 249.557 €

L'exercice à une durée de douze mois recouvrant la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023. Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Conseil d'Administration du 23 avril 2024. Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

Tout d'abord, Il convient de décrire l'objet social, de la nature et du périmètre des activités et des moyens mis en œuvre de l'entité :

L'association a pour objet d'assurer la défense et la représentation des familles auprès des pouvoirs publics.

Afin de favoriser la réalisation de son objet, l'UDAF 06 peut donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial, représenter officiellement l'ensemble des familles auprès des pouvoirs publics, ester en justice pour toute action civile de défense des intérêts moraux et matériels des familles.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les principaux faits et éléments significatifs de l'exercice 2023 :

- Changement de direction
- Décision de la direction de la fermeture progressive des services
« Rétablissement personnel » et « Enquêtes sociales »
- Restructuration de la Convention d'Objectifs 2022-2026

2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les états financiers de l'Association ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. A la date d'arrêt des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2023, la gouvernance et la direction de l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.



3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

a. Principes et conventions générales

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément :

- Au règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- Du règlement n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- A la charte UNAF/UDAF1997.
- De l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements privés sociaux et médico-sociaux.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et préparés conformément aux principes comptables généraux et dans le respect du principe de prudence.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes 2022 sont fournis à titre de comparaison.

4. COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

a. IMMOBILISATIONS

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-03, l'Association applique la méthode prospective, sans que cela influe sur les Fonds Associatifs ou le résultat de l'exercice.

Les durées résiduelles d'amortissements correspondent aux durées résiduelles d'utilisation des biens.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition et, le cas échéant, font l'objet d'une décomposition par composant. Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon la durée d'utilisation.

Les taux les plus couramment appliqués sont les suivants :

Logiciels informatiques	De 1 à 3 ans
Bâtiments	De 25 à 50 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	De 3 à 5 ans
Matériel et Mobilier de bureau	De 6 à 10 ans
Installations et agencements, constructions	De 3 à 10 ans



b. CREANCES ET DETTES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

c. TRESORERIE

Les opérations de trésorerie sont enregistrées chronologiquement et pour leur valeur nominale dans le strict respect des principes comptables généraux.

d. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les sommes portées dans ces comptes sont liées au respect du principe comptable de séparation des exercices.

Les charges constatées d'avance portées à l'actif du bilan sont constituées de charges couvrant à la fois 2023 et 2024 (abonnements, primes d'assurances, maintenances informatiques...) et dont la partie rattachée à l'exercice 2024 a été déterminée et extraite des charges de l'exercice 2023 (pour ne pas influencer sur le résultat de l'exercice) et affectée au compte "Charges constatées d'avance".

e. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les sommes portées dans ces comptes sont liées au respect du principe comptable de séparation des exercices.

Les produits constatés d'avance portés au passif du bilan sont constitués de produits couvrant à la fois 2023 et 2024 (subventions) et dont la partie rattachée à l'exercice 2024 a été déterminée et extraite des produits de l'exercice 2023 (pour ne pas influencer sur le résultat de l'exercice) et affectée au compte "Produits constatés d'avance".

f. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- Provisions pour risque prudhommal : 115 583 €

Dans le cadre d'un litige juridique, l'Association a provisionné le risque estimé sur la base des éléments du dossier et de l'analyse de ses conseils.

- Indemnités de départ à la retraite : 113 214 €

Le calcul a été fait pour l'ensemble du personnel, en fonction de la Convention Collective Nationale de Travail du 15 mars 1966 et selon les préconisations de l'U.N.A.F. avec les paramètres suivants :

- i. Taux d'actualisation: 2%
- ii. Taux moyen de charges sociales : 47,06%
- iii. Age de départ à la retraite 64 ans
- iv. Base salariale retenue: brut mensuel
- v. Table de mortalité afin de calculer la probabilité d'être en vie et présent dans l'entreprise à l'âge de la retraite.



Formule de calcul :

Salaire brut mensuel avec prise en compte des charges sociales x nombre de mois à verser selon ancienneté (ancienneté acquise au jour de l'évaluation des engagements/Carrière totale dans l'entreprise) x Coefficient de probabilité x Prise en compte du taux d'actualisation.

En 2023, une dotation est constatée à hauteur de 5.217 € et une reprise de 31.653 €.

- Provision pour contrôle URSSAF :

En 2019, l'Association a fait l'objet d'un contrôle URSSAF. Une provision avait été constatée pour 79 772 €.

Le jugement de la Cour d'Appel d'Aix du 16/11/2021 a annulé le redressement mais l'URSSAF a fait appel. Par prudence la provision est maintenue dans les comptes 2023.

- Provisions pour risque remboursement UNAF : 7 500 €

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2022-2026 conclu avec l'UNAF, l'Association avait prévu de démarrer l'action « Répit Parental » en 2023 et avait donc à ce titre, budgété la somme de 7 500€ pour la réalisation d'une étude de territoire et des partenaires potentiels. Le changement de direction survenu en 2023 a entraîné l'annulation de cette action et avec cela le risque d'une dette à rembourser à l'UNAF. Ainsi par prudence, une provision de 7 500€ a été enregistrée sur l'exercice 2023.

g. AUTRES DETTES – PROVISIONS POUR CONGES A PAYER

L'intégralité des congés non pris au 31 décembre 2023 a été provisionnée au bilan conformément à la situation éditée à partir du logiciel de Paie, après neutralisation des agents ayant quitté l'Association.

Montant de la provision pour congés à payer : 111 983 € (variation 2023 - 2022 = - 24 691 €)

Charges sociales sur congés à payer : 40 303 € (variation 2023 - 2022 = - 8 373 €)

Charges fiscales sur congés à payer : 12 401 € (variation 2023 - 2022 = - 2 595 €)

h. FONDS SOCIAL

L'U.D.A.F. 06 gère un fonds social dont le montant des disponibilités s'élève à 83 412 € se décomposant comme suit :

- 8 430 € provenant de disponibilités propres à l'Institution qui ont été affectés sur décision du Conseil d'Administration en 2000 pour création d'un Fonds Social permettant l'attribution d'avances récupérables aux personnes sous protection.
- 74 982 € provenant de reliquats de comptes d'usagers, dont la mesure de protection a pris fin, non encaissés ou versements non identifiables par les organismes de prestations qui en refusent la restitution. Ces sommes sont en dépôt sur le compte Fonds Social et ne sont jamais utilisés.



5. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

ANALYSE DU RESULTAT		
	DEFICIT	EXCEDENT
RESULTAT COMPTABLE		249 557 €
Part du résultat Institution	9 244 €	
Part du résultat des services en gestion libre		96 958 €
Part du résultat des services en gestion contrôlée		161 843 €

6. ANALYSE DES SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS PERCUS

ACTIVITES	FINANCEURS							TOTAL
	CONSEIL DEPART.06	CONSEIL REGIONAL	C.A.F. des A.M.	MSA	ETAT	MAIRIES	UNAF	
INSTITUTION					61 012	3 000	246 872	310 884
MJAGBF								0
MJPM					1 433 660			1 433 660
MEDIATION	6 614		6 316	4 181	23 200			40 311
ESPACE RENCONTRE	18 540			1 600	48 676			68 816
ENQUETES SOCIALES								0
RESIDENCES ACCUEIL					220 643			220 643
MASP								0
LOGEMENT SOCIAL ACCOMPAGNE					86 108			86 108
ISTF	45 000							45 000
	70 154	0	6 316	5 781	1 873 299	3 000	246 872	2 205 422

La CAF finance à hauteur de 475.340 € les activités de MJAGBF

7. ENGAGEMENTS HORS BILAN

▪ FONDS GERES POUR LES MAJEURS CONFIES SOUS MESURES DE PROTECTION

Au 31 décembre 2023, le montant des fonds gérés pour les Majeurs confiés sous mesures de protection s'élève à 14 243 251 €, ces sommes étant rattachées à des Comptes courants individuels ouverts auprès de la BNP, du CREDIT MUTUEL ou de la CAISSE D'EPARGNE pour un montant global de 5 824 677 € ainsi qu'à des comptes courants externes pour un montant global de 8 418 574 €.



8. COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	62 821		1 128
Constructions sur sol propre	1 006 164		
Installations générales agencements aménagements constr.	307 579		96 790
Installations générales agencements aménagements divers	180 251		16 891
Matériel de transport	116 629		32 956
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	341 309		24 531
TOTAL	1 951 932		171 167
Prêts, autres immobilisations financières	458 737		13 176
TOTAL	458 737		13 176
TOTAL GENERAL	2 473 489		185 471

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin d'exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		17 694	46 255	
Constructions sur sol propre			1 006 164	
Installations générales agencements aménagements constr.			404 369	
Installations générales agencements aménagements divers			197 142	
Matériel de transport			149 585	
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		16 041	349 799	
TOTAL		16 041	2 107 058	
Prêts, autres immobilisations financières			471 913	
TOTAL			471 913	
TOTAL GENERAL		33 735	2 625 225	

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	47 658	6 867	17 694	36 831
Constructions sur sol propre	673 066	27 929		700 995
Installations générales agencements aménagements constr.	295 382	6 511		301 893
Installations générales agencements aménagements divers	157 307	4 662		161 969
Matériel de transport	58 400	20 827		79 226
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	227 879	38 115	16 041	249 953
TOTAL	1 412 034	98 043	16 041	1 494 036
TOTAL GENERAL	1 459 692	104 909	33 735	1 530 866

Toutes les dotations aux amortissements font fait l'objet d'un amortissement linéaire.



Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions s Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions réglementées	20 292				20 292
TOTAL	20 292				20 292

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	139 651	5 217	31 654		113 214
Autres provisions pour risques et charges	199 550	15 305	12 000		202 855
TOTAL	339 201	20 522	43 654		316 069

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions s Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients*	92 121	16 699			108 820
TOTAL	92 121	16 699			108 820
TOTAL GENERAL	92 121	16 699			108 820

*dont 34 € au débit du compte de reprise de provision (régularisation diverse)

Fonds Dédiés

Fond Dédiés	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions s Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Fonds Dédiés s/ Subvention fonctionnement	10 828		9 165		1 662
Fonds dédiés Dotation forfaitaire	30 961				30 961
Fonds dédiés Médiation Familiale	76 072		76 072		0
TOTAL	117 861		85 238		32 623

Un fonds dédié a été comptabilisé en 2018 au titre du CITS pour 18 503 € avec accord du financeur et est utilisé à la formation des salariés des services de majeurs protégés.

Un fonds dédié a été comptabilisé en 2022 au titre du budget Préfiguration Médiation familiale attribué par la CAF et la MSA.

Un fonds dédié a été comptabilisé en 2022 au titre de la part 2 du Fonds Spécial.

Tableau des variations des fonds propres

Nature des provisions et des réserves	Montant début d'exercice	Affectation résultats	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Réserves :					
Réserves d'investissement	815 301	111 276	43 861		970 437
Réserves de compensation	1 936 462	44 221	128 115		2 108 799
Autres réserves	1 128 223				1 128 223
<i>Dont Réserves des activités sous gestion contrôlée</i>					
Réserves d'investissement	540 959	70 707	43 861		655 527
Réserves de compensation	504 020	50 000	128 115		682 135
Autres réserves	264 260				264 260
Total des réserves	3 879 986	155 496	171 976	0	4 207 459
Report à nouveau des activités sous gestion propre	-29 294	-24 281			-53 575
Report à nouveau des activités sous gestion contrôlée	566 640	34 868		171 976	429 532
Total des reports à nouveau	537 346	10 587	0	171 976	375 957
RESULTAT DE L'EXERCICE	166 083	-166 083	249 557		249 557
<i>Dont Résultat des activités sous gestion contrôlée</i>	155 575	-155 575	161 843		161 843
Fonds consommables					
Subventions d'investissement	15 353				15 353
Provisions réglementées					
Différence / réalisation éléments d'actifs	20 292				20 292
TOTAL	4 619 060	0	421 534	171 976	4 868 618

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	471 913		471 913
Clients douteux ou litigieux	108 820	108 820	
Autres créances clients	139 252	139 252	
Personnel et comptes rattachés	150	150	
Autres impôts, taxes et versement assimilés	6 908	6 908	
Divers états et autres collectivités publiques	101 124	101 124	
Groupe et associés	184	184	
Débiteurs divers	15 711	15 711	
Charges constatées d'avance	23 875	23 875	
TOTAL	867 936	396 024	471 913

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	de 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunt et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	0	0		
Emprunts et dettes financières divers	15 792	15 792		
Fournisseurs et comptes rattachés	146 257	146 257		
Personnel et comptes rattachés	138 939	138 939		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	166 133	166 133		
Impôts sur les bénéfices	3 194	3 194		
Autres impôts et taxes assimilés	41 897	41 897		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 369	22 369		
Groupe et associés	20 942	20 942		
Autres dettes*	140 838	140 838		
Produits constatés d'avance	138 388	138 388		
TOTAL	834 749	834 749		-
Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Détail des produits à recevoir

	Montant
Factures à établir au 31/12/2023	26 616
Cotisations à recevoir	1 959
Intérêts courus à recevoir sur placements	13 814
Produits à recevoir	10 500
Subventions à Recevoir	101 124
Total	154 014

Détail des charges à payer

	Montant
Fournisseurs, Factures non parvenues	79 514
Dettes pour Droits Acquis aux Congés Payés y compris charges sociales et fiscales	164 687
Clients, Avoirs à Etablir	4 174
Rémunérations à verser y compris charges sociales	16 782
Déplacements à payer	1 533
Cotisations à Reverser	315
Diverses charges à payer	47 910
Total	314 916

9. COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Transferts de charges

Nature	Montant
Remboursements sur Achats & Charges Externes	11 089
Remboursement sur sinistre	2 184
Remboursements Charges de Personnel - Prévoyance	18 249
Remboursements de Charges - Contrats Aidés	
Remboursement de Charges de Personnel	
Remboursement d'Indemnités Journalières	75 749
Reversement Organismes Gestion C.E.T.	
Avantage en nature véhicule	
Total	107 272

Résultat exceptionnel

Nature	Montant
Reprise de provision exceptionnelle	12 000
Régularisation trop versée sur exercices antérieurs	
Divers	681
Total produit exceptionnel	12 681
Dotation aux provisions exceptionnelles	7 805
Litiges	
Divers	19 650
Total charge exceptionnelle	27 455

10. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Les contributions volontaires en nature ne sont pas valorisées en raison de leur caractère peu significatif par rapport à la taille de l'Association.

11. REMUNERATIONS DES ORGANES DE DIRECTION

Les organes de direction de l'association ont perçu une rémunération brute globale de 27 960€.

